

# Retranscription des interventions du festival des luttes populaires 2019 SYNTHESES

<a href="#"><u>La Retirada.....</u></a>	<a href="#"><u>2</u></a>
<a href="#"><u>Conversa.....</u></a>	<a href="#"><u>5</u></a>
<a href="#"><u>Médecine autonome en territoire zapatiste : témoignage d'un atelier en cours.....</u></a>	<a href="#"><u>8</u></a>
<a href="#"><u>Discussion sur les grèves pour le climat.....</u></a>	<a href="#"><u>11</u></a>
<a href="#"><u>Actualité des luttes locales, cheminots.....</u></a>	<a href="#"><u>13</u></a>
<a href="#"><u>Réforme de l'assurance chômage, revenu universel d'activités, mise en perspective des luttes des chômeurs aux gilets jaunes.....</u></a>	<a href="#"><u>15</u></a>
<a href="#"><u>Débat avec Nadia Menenger du journal l'Envolée : l'univers carcéral.....</u></a>	<a href="#"><u>16</u></a>
<a href="#"><u>Répression des luttes sociales et de gilets jaunes, militarisation de l'espace public : comment riposter ?.....</u></a>	<a href="#"><u>18</u></a>
<a href="#"><u>Assemblée commune des coopératives intégrales de l'étang de Thau et de Narbonne.....</u></a>	<a href="#"><u>19</u></a>
<a href="#"><u>Actualité des luttes sociales : projet TDN, par Covidem.....</u></a>	<a href="#"><u>23</u></a>
<a href="#"><u>Des formes d'auto-organisations sociales en Languedoc ? avec Claude et Sylvie Alrancq.....</u></a>	<a href="#"><u>25</u></a>
<a href="#"><u>Mouvement paysan sur le droit à la terre, l'occupation comme moyen de réappropriation....</u></a>	<a href="#"><u>28</u></a>

## La Retirada

**Retirada : récit d'une période dramatique. Témoigner « pour ne pas que ça revienne ».**

***Carmen raconte la Retirada à travers les yeux de sa belle-mère, qui l'a vécue. Comment les exilés de la guerre d'Espagne ont été (mal) accueillis en France, comment ils ont fait face.***

En parallèle de l'exposition installée lors de ce Festival, Carmen a témoigné de ce qu'a été cette « *Retirada* », cette retraite, 80 ans après. La Retirada, c'est la fuite de 500 000 civils et soldats républicains, fin janvier 1939, lorsque les armées du putschiste Franco ont remporté la guerre.

Les troupes du gouvernement républicain ont résisté jusqu'au bout, en particulier lors de la bataille de l'Ebre, très meurtrière, mais les franquistes disposaient d'un armement bien supérieur, de tanks et d'avions. Il ne restait plus, pour les Républicains, qu'à fuir, tant les soldats, qui auraient été tués, que les civils, souvent engagés et qui donc craignaient des représailles, ou simplement qui ne voulaient pas vivre sous un régime autoritaire.

Cette retraite s'est effectuée dans des conditions très dures, par un hiver très froid, pluvieux et neigeux, sur des routes encombrées, parfois bloquées, à pied pour la plupart, et sous les bombardements des avions allemands qui n'hésitaient pas à s'en prendre aux civils.

Carmen raconte l'exemple de sa belle-mère, Sara Berenguer, partie avec un groupe de 16 camarades de travail et un bébé. La plupart étaient engagées dans une association de femmes libertaires et ne pouvaient pas courir le risque d'être prises par les fascistes. Elle raconte la difficulté du parcours, la faim, le froid, pendant cinq jours et cinq nuits jusqu'à la frontière. Puis la frontière fermée, ensuite ouverte au compte-gouttes, les fouilles, et le tri des réfugiés : les hommes envoyés en camp, les femmes, les enfants, les vieillards et les blessés envoyés dans des centres d'hébergement dans toute la France et pour certains hébergés par les habitants.

Les camps, à l'exception de celui de Rivesaltes où il y avait des baraquements, c'était la plage, sans abri, sans manger pendant les premiers jours, de l'eau saumâtre à boire. Ensuite les conditions se sont un peu améliorées mais les réfugiés ont tout de même souffert de faim et des épidémies. Et de l'enfermement.

Les familles étaient donc séparées, et sans information sur où se trouvaient leurs proches. Mais une organisation s'est mise peu à peu en place. Ce fut le cas pour Sara, qui a retrouvé des camarades de Solidarité Internationale Antifasciste et a accueilli des réfugiés dans un centre à Perpignan. Puis elle a pu rejoindre son oncle et sa tante à Béziers, réfugiés espagnols « économiques » d'avant la guerre.

A Béziers il y avait la Colonie Espagnole, créée en 1889 et qui existe toujours : elle avait mis en place une solidarité entre immigrés espagnols, avec notamment une des premières mutuelles. La Colonie Espagnole, naturellement, a aidé les réfugiés de la guerre. Carmen cite l'exemple de courriers envoyés par Sara pour mettre en relation les familles, avec l'aide financière de la Colonie. A ce moment-là, en effet, tout le monde cherchait ses proches.

Sara elle-même retrouve son compagnon, Jesús, qui est interné au camp d'Agde puis à celui de Saint-Cyprien. Entre temps il peut sortir pour faire les vendanges : les propriétaires avaient recours à la main-d'œuvre des réfugiés. Un peu plus tard, il est embauché par un viticulteur de Quarante et avec Sara ils s'installent dans une maison du village, dans la précarité. La difficulté, alors, était que les réfugiés n'avaient pas de papiers ni l'autorisation de circuler librement. Carmen raconte l'épisode de la tentative de Jesús de répondre à une offre d'emploi de dessinateur chez Bréguet à Toulouse : il a dû se rendre à Toulouse clandestinement, et a obtenu une promesse d'embauche. Mais il fallait que l'agriculteur qui l'employait le laisse partir. Or, celui-ci était adjoint au maire de Quarante et à ce titre il lui a refusé l'autorisation de se déplacer. Carmen retrace le dialogue entre Sara, venue plaider la cause de son compagnon, et l'agriculteur : "*Mais pour qui vous vous prenez ?* », dit celui-ci. « *Vous n'êtes que des émigrés espagnols et vous ne pouvez travailler qu'à la vigne* ». Sara lui répond : "*Et vous qu'est ce que vous croyez ? Que parce que nous avons perdu la guerre d'Espagne, nous sommes devenus des esclaves ?*". Il leur a dit : "*C'est bon ! Vous partez, vous faites ce que vous voulez, mais vous n'aurez aucun papier.*" Donc, ils se retrouvent sans travail, sans papiers et sans savoir quoi faire.

Après le début de la guerre et la mobilisation des hommes français, le régime de Vichy s'est mis à embaucher les émigrés espagnols pour les faire travailler, à bas prix.

Jesús et Sara refusent cet horizon et cherchent à partir au Mexique, qui accueillait de nombreux réfugiés espagnols. Ils obtiennent le visa mais juste

avant leur départ (avril 1940), Vichy, sous la pression de l'Allemagne, bloque les départs vers le Mexique.

Sara et Jesús se retrouvent alors à Bram, chez le frère de celui-ci. A ce moment-là ils commencent à s'organiser avec les milieux libertaires espagnols et se mettent à travailler tous les deux pour la Résistance. Sara, son bébé dans les bras, fait passer sous cape de Béziers à Bram des documents sur le débarquement en Méditerranée.

« *Cette histoire de vie, il y en a eu tant et tant...* », conclut Carmen. « *Mais ces réfugiés espagnols ont toujours fait face aux situations difficiles* ». Ils espéraient revenir un jour en Espagne mais le temps a passé (Franco est mort en 1975), ils ont eu des enfants, qui sont devenus français.

Ils ont été déçus par l'accueil qu'ils ont reçu en France. Certes, la situation était difficile pour tout le monde, dit Carmen, « *mais il y a bien eu une mauvaise volonté d'accueil* ». Pourtant, pour ces Espagnols « *la France c'était quelque chose... c'était la République* ».

« *Certains en sont restés tristes, amers, et honteux même... d'autres, comme Sara, ont témoigné... Pour pas que ça revienne... Et pourtant...* »

## Conversa

### **« Convèrsa » autour du chant populaire, témoin des cultures et porte-voix des résistances**

*Au fil de cette conversation agrémentée de chansons, nous avons pu percevoir ce qu'est le chant populaire, comment il nous relie aux générations passées et comment il exprime la culture dont il est issu, culture qui est la nôtre ou que nous avons choisi de faire nôtre.*

Les deux acteurs de cette « convèrsa » sont

Emmanuel Pesnot, professeur de chant (il préfère dire « luthier des voix »), qui a accompagné techniquement de nombreux groupes et artistes de musiques populaires de tradition orale, en Occitanie mais pas seulement, et Titouan Billon, chanteur populaire qui a fait partie du groupe Du Bartàs et est maintenant l'un des membres du groupe Lo Barrut.

### **Qu'est-ce que le chant populaire ?**

La première partie de leur exposé a consisté à définir le chant populaire. D'abord en creux : il n'est pas savant, pas classique, pas écrit ou écrit a posteriori et il n'a généralement pas d'auteur connu ou répertorié.

On peut aussi tenter de le définir en plein : il a une fonction dans la vie quotidienne (par exemple, un chant de travail) ; il est relié à un environnement social ; il est lié à son environnement acoustique (les instruments) et comme il est en général chanté en plein air il est chanté à pleine voix, ce qui conditionne les modes et les tempéraments « c'est-à-dire les échelles musicales qui ne sont généralement pas les échelles musicales qui sont pratiquées aujourd'hui. »

« Aujourd'hui on pratique ce que l'on appelle le tempérament égal, c'est-à-dire : un demi-ton est toujours égal à un demi-ton et un ton est toujours égal à un ton, à quelque endroit de la gamme que l'on se trouve. Mais ce n'était absolument pas le cas dans les musiques populaires avant la généralisation des instruments tempérés (le piano, l'accordéon et les cuivres) et avant surtout l'inondation par les moyens de diffusion que sont la radio, la télé, le phonographe, l'inondation de la musique tempérée dans des endroits où on n'avait jamais connu la musique tempérée. »

Autre caractéristique du chant populaire, la parole passe avant l'esthétisme, contrairement au chant classique où, très souvent, le style (le son, les ornements, les intensités) a pris le pas sur la parole.

Titouan Billon cite Roland Barthes, lequel prend l'exemple du chant orthodoxe russe pour dire que le chant populaire « passe à travers le corps », qu'il s'incarne, avec beaucoup de force, par l'intermédiaire du corps.

Le chant populaire, c'est aussi très souvent un chant social : « Soit il parle aux gens qui sont susceptibles de l'aimer, de l'apprendre et de le reprendre, soit il ne leur parle pas et il ne marche pas. » Et c'est aussi « un lien de chair vers les émotions de nos aïeux, une manière de ressentir ce qu'ils ressentaient. »

### **Retour sur l'histoire d'Occitanie et perte d'une identité culturelle**

Les deux intervenants font ensuite un rappel de l'histoire de l'Occitanie, pour montrer ce que peut exprimer la chanson populaire occitane.

Les régions occitanes ont fait preuve, aux XIe-XIIe siècles, d'une culture propre, par la langue mais pas uniquement. Cette culture, assez raffinée, relativement égalitaire, de tolérance religieuse, était également marquée par une organisation démocratique relativement en avance sur son temps. La prospérité économique de ces régions leur a valu d'être convoitées par les seigneurs du nord, qui, avec la bénédiction du pape, se sont rués sur ces territoires et ces biens.

Les conséquences, outre la domination politique, ont été l'interdiction de la langue occitane et sa disparition progressive. Emmanuel Pesnot parle de « génocide linguistique et culturel ».

Au niveau du chant populaire, « c'est concomitant avec la disparition de ces tempéraments inégaux, de ces modes qui font le sel de ces chants-là ; ça amène aussi un appauvrissement du timbre puisque plus la bourgeoisie parisienne impose ses modes sociaux et de communication moins on chante fort et moins on chante timbré et qu'il faut maintenant beaucoup d'énergie pour remettre dans les voix du chant populaire du timbre et des intonations, des tempéraments un peu moins égaux. »

Si on enlève à un peuple sa langue et sa chanson, dit-il, il est plus facile de le commander, de le modeler, de le diluer dans la mondialisation et le libéralisme. Et il compare la perte de diversité culturelle à la perte de biodiversité en agriculture.

Mais cette perte d'identité n'empêche pas les résistances, les révoltes, pour lesquelles la chanson peut être un vecteur.

## **La nouvelle polyphonie occitane**

C'est ce qu'a montré la « nova cançon occitana », dans les années 1960-70, avec Claude Marti, Mans de Breish, Carlotti, Joan Pau Verdier... Une nova cançon qui a accompagné les luttes du moment.

Il y a eu ensuite un virage vers la « nouvelle polyphonie occitane ». Le chant polyphonique n'avait de tradition qu'en Corse, en Pays Niçois, dans les vallées occitanes du Piémont italien, en Bigorre et en Béarn. Repris par de nombreux chanteurs et groupes, il s'est développé dans toute l'Occitanie avec d'abord Bachas Montjoia, puis Pascal Caumont, Corou de Berra et, quelques années après, Gacha Empega, Du Bartàs, La Mal Cofada et puis San Salvador, Beluguet, Lo Barrut, Tant Que Li Siam, Foucail...

Cette nouvelle polyphonie occitane se donne un rôle d'accompagnement des luttes, mais sans vraiment une posture militante : « On ne va plus monter sur les barricades pour défendre la langue mais plutôt l'utiliser comme un espace poétique qui nous est rendu pour dire et porter le monde autrement. »

## **La créolisation**

Dans la dernière partie de leur exposé, les deux intervenants illustrent l'évolution de la langue, qui sans être figée reste liée aux lieux où elle vit. Ils défendent le droit d'adopter une culture, de la faire sienne même si on n'y a pas de racines.

Ils parlent de l'identité culturelle (citant le philosophe François Jullien) non pas comme un socle figé mais comme un ensemble de ressources dans lesquelles on peut puiser pour aller plus loin. Des ressources qu'il convient de défendre non pas tant en les protégeant mais plutôt en les exploitant, en les développant.

Et on termine sur l'idée de créolisation, c'est-à-dire le mélange de cultures qui donne des résultats imprévus comme par exemple des mots d'une langue dans une autre ou, pour revenir au chant populaire, l'introduction de la polyphonie dans les musiques qui se réfèrent à la Provence ou au Languedoc ou encore l'utilisation d'instruments du Maghreb dans ces mêmes musiques.

## Médecine autonome en territoire zapatiste : témoignage d'un atelier en cours

### Médecine autonome en territoire zapatiste, comment se passer des « big pharma »

*Les zapatistes, après s'être révoltés à partir de 1994 contre les agressions capitalistes du gouvernement mexicain, se sont pris en charge et se sont mis à construire une société alternative. Pour avancer, ils s'appuient sur leur histoire mais n'hésitent pas à s'ouvrir au monde comme l'a montré le rendez-vous international ConCiencias. A cette occasion, des scientifiques du monde entier ont été invités au Chiapas. C'est aussi comme cela que Geronimo a commencé à intervenir sur la santé avec les zapatistes. Il leur a proposé de travailler sur la vaccination, sur l'hygiène et sur des outils simples pour déterminer les origines des maladies bactériennes et virales.*

Geronimo, chercheur en biologie à Montpellier, est souvent allé au Chiapas. Dans son intervention, il situe d'abord le contexte : « La politique capitaliste repose sur la dépossession ».

Dépossession du pouvoir, à travers le principe de la délégation (la « démocratie représentative »). Les zapatistes ont répondu à cela, sur le principe « le peuple commande, le gouvernement obéit », en mettant en place un système de décisions en assemblées, de porte-parole qui transmettent ces décisions à l'échelon le plus centralisé, et de va-et-vient entre la base et le sommet où c'est toujours la base qui décide en fin de comptes. Ce mécanisme implique un rythme différent du nôtre : la concertation demande du temps.

Dépossession du savoir : par exemple en incitant à se spécialiser ; d'où des scientifiques qui n'ont aucune vision politique et humaine globale. Les zapatistes avancent en questionnant sans cesse, laissant de côté les certitudes. Pour s'ouvrir au monde dans le domaine scientifique, ils ont organisé, en 2016 et 2017, des rassemblements de scientifiques de tous pays, qu'ils ont appelé « ConCiencias » (mot à mot, « avec les sciences » mais aussi « consciences »). Une façon d'ouvrir la discussion sur l'apport potentiel de la science à l'émancipation des populations dominées.



De manière plus générale, Geronimo rappelle que les zapatistes ont pris en main leur société de façon autonome sur divers plans : la santé, la paix, la démocratie, la culture, la justice, le travail, la terre...

La situation actuelle est tendue du fait du comportement du gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador qui, sous une couverture « démocratique » voire « de gauche », accentue une politique néo-libérale qui menace les régions habitées par les indigènes, dont le Chiapas. La promotion du tourisme et le « train Maya » en sont des concrétisations de cette politique : ce projet de voie ferrée vise à relier Cancún, sur la côte pacifique, à Palenque, au cœur du Chiapas. « Le train », dit Geronimo, « est la première infrastructure pour étendre le capitalisme et favoriser l'exploitation forestière et minière ». Il prévoit des heurts à venir entre les zapatistes et le gouvernement.

### **Des ateliers sur la santé**

C'est dans le cadre de ConCiencias que Geronimo est intervenu pour proposer plusieurs ateliers aux zapatistes dans l'esprit de se passer des « big pharma », les laboratoires, les multinationales du médicament. Dans cet état d'esprit il travaille avec Germán et Antonio, scientifiques et activistes comme lui, rencontrés au Chiapas.

Il y a eu d'abord un travail sur la vaccination. Geronimo rappelle l'importance des enjeux de santé publique en matière notamment de diphtérie, de tétanos, de polyo ou encore, en Occident en ce moment, de rougeole. Au Chiapas, il s'est avéré que la vaccination ne fonctionnait pas partout parce que certains intermédiaires (des médecins extérieurs) ne faisaient pas leur travail. Il a fallu résoudre un problème de relation entre les communautés zapatistes, les médecins et le gouvernement (qui contrôle l'importation des vaccins). Avec succès.

Il faut préciser que les communautés zapatistes ne comptent aucun médecin. Tous viennent de l'extérieur et sont souvent des militants originaires de diverses régions de l'Amérique Latine.

Les zapatistes, pour leur part, ont mis en place des « promoteurs de santé » (il y a aussi des promoteurs d'éducation, d'information, de justice). Ces promoteurs de santé sont formés sur le tas, ce sont avant tout des praticiens avec un niveau de formation que l'on peut situer entre aide-soignant.e et infirmier.e. Ils soignent mais aussi réalisent un travail de prévention en contact avec les familles.

A côté de cela, il y a des herboristes et peut-être des chamanes. Mais pas de médecins appartenant aux communautés.

Un autre travail de l'équipe de Geronimo a été de dire : pour se passer des big pharma, et en particulier des antibiotiques, il faut commencer par la prévention. Comme en Europe, les antibiotiques sont proposés au Mexique comme une solution simple à bien des maux. On connaît le problème de l'antibiorésistance qui découle d'un usage immodéré des antibiotiques. Les antibiotiques détruisent les bactéries mais aussi tout ce qui vit et qui pourrait conforter les résistances immunitaires de l'organisme.

Le Chiapas est l'une des régions les plus pauvres du Mexique. L'hygiène y laisse beaucoup à désirer, avec notamment le déversement incontrôlé des eaux de cuisine (« eaux grises »), des toilettes (« eaux noires ») et des eaux polluées par l'industrie : tout va dans le ruisseau et les enfants s'y baignent et attrapent diarrhées et infections.

Un travail a donc été entrepris sur la séparation des eaux grises, des eaux noires et des eaux polluées.

Une sensibilisation aux toilettes sèches a été tentée, sans grand succès.

Geronimo a aussi diffusé la formule des gels antibactériens, faciles à fabriquer (c'est un mélange d'alcool, d'eau oxygénée, de glycérol et d'eau), qui permettent de se laver les mains bien plus efficacement qu'avec du savon, en particulier après des actes médicaux.

Un autre travail important a été réalisé sur l'identification des maladies infectieuses, toujours dans l'idée de réduire l'utilisation des antibiotiques.

L'idée est d'identifier les parasites (virus ou bactéries) à l'origine de la maladie pour adapter le traitement. Pour cela a été mise en place une formation des promoteurs de santé à la construction d'outils simples de diagnostic : incubateurs (il faut une glacière, un thermostat et une lampe à incandescence), agitateurs et photomètres.

Il y a aussi une formation sur les virus bactériophages, qui attaquent les bactéries et peuvent remplacer les antibiotiques. La différence, c'est que l'antibiotique détruit toutes les bactéries, alors que pour les virus bactériophages il faut vraiment déterminer quelle bactérie est en cause. Mais ce faisant on résout le problème de l'antibiorésistance. En Europe, on utilisait les virus bactériophages jusqu'aux années 1970 puis on a cédé à la facilité des antibiotiques. On commence à y revenir.

Geronimo et ses amis ont quatre ou cinq autres ateliers en prévision, en accord avec les zapatistes, mais ils sont pour l'instant en attente, les

zapatistes étant occupés par ailleurs en raison des tensions avec le gouvernement.

L'un des résultats des deux sessions de ConCiencias est la proposition d'une notion de « Sciences de la Libération », en écho à la « Théologie de la Libération ». Geronimo, Germán et Antonio participent à cette idée en s'efforçant de répondre de façon très pragmatique aux besoins sanitaires des populations du Chiapas.

## Discussion sur les grèves pour le climat

### **Mouvement des Jeunes pour le Climat : des jeunes qui se posent beaucoup de questions**

***Les mobilisations des lycéens, à Montpellier, à Bayonne..., pour le climat font ressortir des débats qui ne sont pas étrangers à ceux des adultes : comment mobiliser les gens, quels modes d'action, la violence, la convergence...***

Un lycéen de Montpellier décrit la mobilisation, depuis février 2019, par rapport à l'urgence environnementale et sociale, avec de nombreuses manifestations dans diverses villes de France, qui ont regroupé beaucoup de jeunes.

Il dit : « *On a essayé plusieurs modes d'action : des blocages, des manifestations, des marches, des discussions avec des élus, des travaux de dossiers contre des projets de loi, contre le CETA... rien n'a marché pour l'instant* ». Il ajoute : « *La seule chose qui a marché c'est d'unir les jeunes en France autour de cette cause là* », ce qui est déjà beaucoup.

Il exprime une sorte d'impuissance des jeunes à agir sur la marche du monde, à la différence, selon lui, des adultes : « *On n'a pas cette possibilité d'avoir un impact sur le monde, comme des élus, des ingénieurs, des enseignants* ». Et il exprime de l'impatience devant l'urgence à agir (pour le climat notamment).

Pourtant, ces lycéens sont loin d'être inactifs. L'intervenant cite la réunion prévue le 2 octobre 2019 à Montpellier, dans la cadre d'une coordination inter-organisations à l'échelle internationale, pour créer « *une région, des villes autonomes, des communautés qui ne dépendent plus du capitalisme, qui commencent à engager une transition vers quelque chose de plus durable, plus respectueux, plus juste.* »

Il cite aussi des actions auprès des élus (Ville de Montpellier, Région) pour leur demander de prendre en compte les questions environnementales, des établissements (bio à la cantine...).

Ambroise, lycéen à Bayonne, parle du groupe de lycéens dont il fait partie et qui mène à peu près les mêmes actions qu'ailleurs avec la particularité d'un fort ancrage dans la culture basque, avec un appui de Bizi.

L'échange avec la salle amène des débats :

**Comment mobiliser ?**

Par des conférences, en utilisant la vague Greta Thunberg dans les médias...

**Faut-il des leaders** (à l'exemple de Greta Thunberg) ? Mais cette jeune-fille, qui bénéficie d'un large soutien médiatique, n'est-elle pas manipulée ?

**Comment créer la solidarité avec les autres mouvements** : Gilets Jaunes, Alternatiba, des libertaires... Les forces de gauche à travers l'histoire. Éviter la division.

On parle aussi de **travail sur l'histoire** et les stratégies de lutte dans l'histoire. Mais les stratégies d'une époque ne sont pas forcément valables dans d'autres contextes.

**L'importance d'agir aussi au niveau individuel** : arrêter la viande, planter des arbres...

Se saisir aussi de l'existant, comme par exemple le travail d'éducation à l'environnement réalisé par le Parc Naturel Régional de la Narbonnaise.

Il y a enfin le débat entre **action violente et action non-violente** et sur le « terrorisme » : qu'est-ce que la violence, il y a la révolte et la violence de l'État ; dans l'histoire, il y a souvent complémentarité entre les luttes utilisant la violence et celles qui la refusent...

## Actualité des luttes locales, cheminots

### **Cheminots : la lutte continue**

***La loi de réforme de la SNCF contre laquelle les cheminots se sont tant battus en 2018, va entrer en application au 1<sup>er</sup> janvier 2020. On en voit les prémices. Les cheminots ne baissent pas la garde et demandent l'appui des citoyens.***

Bruno Bréhon (CGT Cheminots de Narbonne) est revenu au Festival, un an après, faire le point sur ce combat ininterrompu pour la sauvegarde du service public ferroviaire.

Adoptée en 2018, la loi de réforme de la SNCF, qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020, prévoit la fin du recrutement au statut de cheminot, l'ouverture à la concurrence du transport des voyageurs et la poursuite de la réorganisation du groupe SNCF.

Mais déjà des attaques sont menées contre le service public avec la réduction des horaires d'ouverture des guichets qui préfigure la fermeture des guichets en gare de Narbonne en mars 2020 (et la suppression de 10 emplois). Cela voudra dire aussi qu'il n'y aura plus d'accueil en gare, plus de prise en charge des personnes handicapées, moins de personnel dans les trains...

La SNCF parle de fermeture des « petites gares » et « petites lignes » : elle les qualifie de « petites » pour mieux faire croire à leur inutilité.

Comme dans les autres secteurs (la santé, l'administration, EDF, etc.), la fermeture des guichets coupe le lien entre les citoyens et le service public, la relation n'est plus que virtuelle, pour nous habituer à oublier ce qu'est le service public. C'est, estime Bruno Bréhon, la voie ouverte à la privatisation et à la logique de marché.

Depuis l'an dernier les cheminots de Narbonne ont continué à se battre contre cette politique. Ils ont mis en forme un mouvement qu'ils ont appelé « campagne de ré-humanisation de nos gares et de nos trains ». Ils ont dénoncé la réduction des horaires d'ouverture des guichets ; ils se sont battus, avec succès, pour la réintégration d'un camarade, sanctionné pour avoir fait la grève.

Ils ont aussi créé un organisme original, le Comité narbonnais pour la défense du rail. Celui-ci a émis des propositions qui vont à contresens de ce

que propose le gouvernement : réouverture aux voyageurs de la ligne de Bize ; lien entre le rail et le fluvial pour le transport de marchandises ; pôle multimodal en gare de Narbonne (train, vélo, bus...).

Pour les cheminots, le service public ferroviaire correspond aux besoins de la population en matière sociale ; il est une réponse face aux inégalités, au chômage, aussi en terme de salaires. Et il répond en même temps à l'exigence environnementale, le rail étant l'un des moyens de transport les moins polluants. En l'attaquant, les pouvoirs publics veulent détruire tout un modèle de société et s'opposent aux évolutions nécessaires pour l'environnement.

Le débat a été notamment l'occasion de souligner la nécessité de davantage de convergence entre syndicalistes, Gilets jaunes et population en général. La convergence prend du temps à construire mais on ne peut l'éluder.

# Réforme de l'assurance chômage, revenu universel d'activités, mise en perspective des luttes des chômeurs aux gilets jaunes

***La lutte récente des Gilets jaunes rejoint celle des chômeurs en 1997-98 en ce qu'elles défendent des personnes en situation de précarité. Ces deux luttes ont aussi en commun la spontanéité de leurs débuts. Elles ont évolué vers une certaine structuration, pour assurer une meilleure défense.***

Nous avons appris, juste au moment de cette conférence, le décès d'Alain, qui devait initialement intervenir. Nous lui avons rendu hommage.

Mickaël et Chantal ont retracé l'histoire du mouvement des chômeurs né en 1997-1998 et qui laisse aujourd'hui une organisation structurée même si la convergence avec les syndicats n'est pas toujours évidente.

Au départ, des mouvements spontanés de chômeurs étaient nés, un peu partout en France. Ils ont donné lieu à des actions diverses, souvent spectaculaires : occupation des ANPE et Assedic, de ministères, réquisition de supermarchés... La principale revendication mise en avant était celle du revenu.

A Limoux, une maison des chômeurs a vu le jour avec notamment une cantine gratuite.

Au cours du débat on souligne des similitudes entre cette lutte et celle des Gilets jaunes, dont la prise de parole par des personnes en situation précaire, qui habituellement n'osent pas se manifester et ne sont pas toujours prises en compte par les organisations traditionnelles.

Il faut nuancer cette idée : une intervenante souligne le fort appui des cheminots aux chômeurs (à l'occasion du déplacement de militants par le train) ; un autre note que les divisions entre syndicats ne facilitent rien.

Chantal rappelle que la lutte des chômeurs a, rapidement, abouti à divers mouvements organisés : le MNCP (Mouvement national des chômeurs et des précaires), AC (Agir ensemble contre le chômage et la précarité) et CGT Chômeurs Rebelles, à côté de collectifs autonomes.

Elle souligne l'importance, pour les chômeurs, d'avoir une représentation, à la fois pour la défense des dossiers au jour le jour et pour la lutte politique



globale. Et le besoin de convergence entre mouvements et avec les autres organismes en lutte.

Le MNCP a créé, dans notre région, deux maisons des chômeurs, à Perpignan et dans l'Ariège. La tentative d'en créer une à Narbonne n'a pas encore abouti, c'est un défi à relever.

Pour terminer, Chantal a évoqué la nouvelle convention de l'assurance chômage, qui venait d'entrer en vigueur. « C'est une catastrophe » pour les chômeurs : elle augmente la précarisation (allongement de la période de référence donnant droit à indemnisation et dégressivité de l'indemnité des cadres) ; l'ouverture de droits aux indépendants et aux artisans est très limitée.

Chantal regrette que les chômeurs n'aient pas été admis à siéger au conseil d'administration de l'Unedic, ce qui leur aurait permis de mieux se défendre.

Une fois de plus les réformes du gouvernement renforcent le capitalisme en affaiblissant les droits des travailleurs et les systèmes mis en place à leur profit.

## Débat avec Nadia Menenger du journal l'Envolée : l'univers carcéral

La prison est une manière pour l'état de gérer la pauvreté en incarcérant les gens révoltés ou qui ne s'insèrent pas. Plus il y a d'inégalités, plus il y a de précarité, donc plus de chômage et enfin plus de gens incarcérés. On ne peut dissocier la prison de la société dans laquelle nous vivons. En France actuellement 71 000 personnes sont incarcérées (dont pour info entre 600 et 700 gilets jaunes).

En 30 ans on a assisté à un changement sur le discours des prisons. Avant on parlait des prisons comme d'une résultante de la précarité alors que maintenant on porte l'accent sur la responsabilité individuelle, la psychologie, l'inadaptation au monde. C'est l'individu qui doit s'adapter aux normes de la société et non plus la société qui doit s'adapter aux gens qui la compose. D'après les statistiques près de 90% des gens incarcérés sont issus de milieux précaires ou très précaires.

L'incarcération engendre une grande souffrance aussi bien pour les personnes incarcérées (promiscuité [jusqu'à 4/5 personnes par cellule], violence, conditions de détention [par ailleurs empirées si on a pas d'argent]) que pour son entourage qui, entre autres, est souvent accablé par un sentiment de honte.

La prison est un miroir de la société dans ce qu'elle a de pire : la violence, l'individualité, le mépris de l'individu...

Quand on voit l'actualité des gilets jaunes on s'aperçoit que le rôle de la police est de protéger les intérêts capitalistes, protéger les industriels, ceux qui ont le pouvoir. Tout cela questionne sur la justice en France, qui est une justice inégalitaire qui protège les intérêts des puissants et traitera différemment des personnes selon qu'elles viennent de telle ou telle classe sociale.

On peut d'ailleurs se rendre compte, à travers les différentes réformes des dernières décennies qu'on revient sur les « conquis » de 36 en la matière. Pour exemple les dernières expérimentations à Caen de suppression des jurés aux Assises (où des gens encourent jusqu'à 20 ans de prison) dont la conséquence directe est une justice plus expéditive (moins de temps par affaire), une absence de débat oral et la professionnalisation d'une justice dont les décisions ne reviennent qu'à des juges de métier sur leurs seules convictions personnelles.

Comme autre exemple on pourrait aussi aborder le fait d'avoir systématiquement recours à des avocats commis d'office peu importe les demandes du prévenu lors des derniers événements des gilets jaunes. D'ailleurs pour rappel concernant les gilets jaunes on dénombre 11000 personnes gardées à vue et 5000 affaires devant les tribunaux où

malheureusement le sort d'une personne est scellé sur les seules allégations de la police peu importe s'il existe des témoignages contradictoires ou autre...

Depuis des décennies, réforme après réforme on durcit l'appareil répressif policier, judiciaire et carcéral. On ne condamne plus les faits mais l'intention, on juge la culpabilité des gens sur leur personnalité (militantisme, livres trouvés pendant une perquisition). Nous vivons dans un régime autoritaire que l'on ne peut appeler démocratie, pour preuve la gestion des dernières manifestations à Paris.

Dans les années 70, il y avait des réflexions sur un monde sans prison, en répondant aux problèmes en amont (revenus dignes, accès au logement, espaces de discussion, réflexion, culture, loisirs...). Aujourd'hui à la place la réponse est sécuritaire : on envoie de plus en plus de personnes en prison, notamment pour de la petite délinquance (50% des incarcérés y sont pour une durée inférieure à un an), ce qui est contre-productif car cela détruit les gens et les rend plus mauvais qu'en y entrant.

La réponse sécuritaire se retrouve aussi à l'intérieur même des prisons. Par exemple au mois de Mars dernier à la prison de Fresnes on a réprimé très violemment (intervention des ERIS, Équipes Régionales d'Intervention et de Sécurité) le refus d'une centaine de détenus de remonter de promenade. Ces derniers, pourtant, ne faisaient que demander de meilleures conditions d'hygiène.

## Répression des luttes sociales et de gilets jaunes, militarisation de l'espace public : comment riposter ?

***La répression contre les Gilets jaunes a atteint des niveaux rarement égalés. Face à la machine de guerre policière et juridique, comment organiser la solidarité ? Il y a l'exemple du collectif « Cool actif 11 » et celui de la coordination régionale. Il faut continuer à « briser l'isolement », à discuter sur les places publiques et voir ce que l'on met en commun (jardins partagés, épiceries solidaires, discussions d'éducation populaire...)***

Nicolas (je ne suis pas sûr que ce soit lui) estime que « peu importe quelle est la main qui tenait le briquet qui a mis le feu au péage », ce qui compte c'est que ces actions « ont contribué à donner aussi au mouvement sa force » et à faire peur au gouvernement.

Il rappelle que la Justice n'est pas neutre, elle est un instrument pour mater la révolte en complément de la violence policière : il y a eu 11 000 gardes à vue, 3 000 condamnations dont 450 avec incarcération. C'est une répression d'une ampleur « sans équivalent dans la période moderne ».

Comment on se solidarise avec les personnes poursuivies ? « La seule façon de faire plier la Justice c'est d'établir un rapport de forces collectif. » Il y a des choses à faire pour ne pas se faire identifier, ne pas parler en garde à vue, refuser la comparution immédiate (où l'on est le plus souvent jugé à charge) malgré le risque de détention provisoire, avoir une défense collective, ne pas déléguer entièrement sa défense à son avocat.

Karine présente le collectif « Cool actif 11 vous soutient », qui adhère à la coordination régionale des Gilets jaunes.

Elle rappelle la répression contre diverses actions : dégradations à la sous-préfecture, première attaque du péage de Croix Sud, incendie du péage et des locaux de Vinci et du peloton de gendarmerie.

Delphine rappelle les intimidations contre un groupe de quatre personnes qui ont manifesté avec des pancartes devant le commissariat.

Karine cite la condamnation au bracelet électronique plus 3 ans d'interdiction de manifester pour avoir partagé sur Facebook un appel à manifester.

Il y a aussi l'action de Carrefour contre ses salariés suspectés de soutien aux Gilets jaunes : interdiction d'avoir un gilet jaune sur son pare-brise, attaques pour avoir un porte-clef Gilets jaunes, pneus crevés par une milice de commerçants, gazage par des vigiles, exclusion d'un employé Gilet jaune. Autre exemple de répression : des CRS en excès (10 fourgons pour 20 personnes tranquilles).

Cette répression visait à décourager la contestation et elle a réussi en partie. Le débat revient sur comment soutenir les incarcérés : par de l'argent (notamment lors de collectes à l'occasion de vide-greniers), des lettres, la présence au parloir (laisser la priorité aux proches).

Comment on s'informe ? A Narbonne, il y a la page Facebook, le blog, l'adresse mail, la cabane.

Sébastien explique son approche « naïve », sa découverte à la fois de l'action violente et de la répression.

Claude Alranq estime qu'il manque une transmission entre les générations sur la lutte et les rapports de force.

Anaïs dit qu'il ne faut pas idéaliser ni être nostalgique : « les gens qui ont fait la révolution ils n'étaient pas assez nombreux » ; aujourd'hui, il y a du repli sur soi, sur le confort individuel. Elle cite l'exemple d'un village proche de Perpignan où une association a créé un jardin collectif, une épicerie solidaire, une friperie, veut organiser des conférences, des discussions d'éducation populaire. Elle conclut : l'important est de se dire qu'est-ce qu'on met en commun.

Un autre intervenant : les Gilets jaunes eu face à eux une machine de guerre ; leur force c'est d'être sortis du cadre.

Un autre : leur grande victoire c'est d'avoir brisé l'isolement, il faut continuer à mettre ça en avant.

Un Gilet jaune signale qu'à Narbonne les assemblées continuent, il y a des rassemblements prévus devant les prisons. Il invite à descendre sur les places publiques pour discuter.

# Assemblée commune des coopératives intégrales de l'étang de Thau et de Narbonne

## **Coopératives Intégrales : deux trajets parallèles et une possible action commune**

*Tout en ayant le même objectif, sortir du système capitaliste, les Coopératives intégrales de l'Est audois et du Bassin de Thau fonctionnent un peu différemment. Elles ont envisagé des initiatives communes.*

La Coopérative du Narbonnais et de l'Est audois, « Un pas de côté » s'est présentée la première, lors de cette conférence. Elle fonctionne sans structure juridique avec comme point central une réunion mensuelle où sont abordées les activités en cours, cette assemblée réunissant généralement 15 à 20 personnes.

Les activités ont commencé par la production de denrées alimentaires, « parce que cela semblait le plus facile à mettre en œuvre ». On a donc semé ou planté fèves et patates, avec des méthodes de culture manuelles, et du blé, qui lui est mécanisé (c'est un agriculteur qui travaille à façon pour nous). La production est partagée entre les participants de chaque atelier. C'est un peu d'autonomie alimentaire pour chacun.

D'autres ateliers ont été organisés : production de Cartagène (pour utiliser les raisins d'une vigne abandonnée), construction de nichoirs, échange de graines et de plants.

Et puis il y a eu un coup de pouce à l'achat participatif d'un tracteur par Sébastien, qui s'installe en maraîchage.

On a reparlé de ce qui était l'un des premiers projets de « Un pas de côté », organiser une marche à travers le territoire de l'Est audois pour faire connaître notre coopérative, échanger avec d'autres initiatives de construction de l'autonomie. Cette idée est en sommeil, mais elle peut être réactivée... pourquoi pas en commun avec la Coopérative de Thau.

## **Se réapproprier notre santé**

Les représentants de la Coopérative Intégrale du Bassin de Thau, pour leur part, exposent d'abord leurs objectifs : « détruire le système capitaliste pour

créer une société qui soit sans classe sociale et écologique (en toute modestie »). Il s'agissait en même temps de réunir deux tendances, les luttes sociales et l'écologie.

Là, le fonctionnement est un peu différent de celui de Narbonne : il y a une assemblée générale mensuelle, mais elle se centre sur les orientations et laisse les différentes commissions s'organiser pour mettre en œuvre ces orientations. La participation est plus forte dans les commissions qu'aux assemblées.

La première commission a travaillé sur l'alimentation, avec la production de blé. Mais ici ceux qui produisent sont des agriculteurs membres de la coopérative : c'est bénévole et la farine produite a été vendue au profit de la coopérative. L'argent est utilisé par exemple pour faire un garage à vélo ou pour faire venir un intervenant.

Il y avait aussi l'idée de reconquérir des friches agricoles et d'aider des paysans à s'installer. Avec pour l'instant une aide à l'installation d'un paysan-meunier.

Les agriculteurs membres de la coopérative intégrale participent aussi, avec d'autres membres, au projet Systèmes Agraires Vivriers en Pays de Thau (S.A.V.A.P.T.) : tout le monde participe à la production (légumes, fromage...) et on vend des paniers. C'est l'occasion de travailler ensemble mais aussi de s'ouvrir à des gens extérieurs à la coopérative et des les y intéresser.

A côté de cela il y a le projet Santé, dans le but de se réapproprier notre santé. Il passe par la mise en place d'un annuaire des praticiens locaux qui pratiquent la médecine alternative, qui acceptent les patients ayant la CMU (couverture maladie universelle) ou encore qui veulent bien soigner les migrants ou les blessés lors de manifestations...

Dans ce cadre un travail plus spécifique a été réalisé sur la gynécologie et l'obstétrique : collaboration à l'annuaire national Gyn&Co ; invitation de Nina Faure autour de son documentaire « Paye (pas) ton gynéco » sur les violences gynécologiques et obstétriques ; invitation de Catherine Markstein, avec une conférence gesticulée sur la place des femmes dans la médecine. Il y a eu aussi des ateliers d'auto-examens et une soirée sur la contraception (masculine et féminine) avec des sage-femmes.

Il y a d'autres ateliers : un projet de créer un petit laboratoire, sur le modèle du laboratoire Base de Geronimo (voir la conférence de ce même Festival sur la médecine autonome zapatiste). Derrière, il y a l'idée de production de plantes médicinales sur les friches agricoles.

Les autres ateliers sont le Soutien à la parentalité et le Garage à vélos (échange de services).

Puis le débat s'ouvre sur comment mettre fin au capitalisme et la réponse que peuvent apporter à cette question les coopératives intégrales. Le nom même de « coopérative intégrale » n'est peut-être pas assez parlant. Vient alors l'idée de se regrouper, ceux de Narbonne et ceux de Thau, pour parler ensemble d'anticapitalisme. Cela rejoint l'idée de marche des Narbonnais : elle pourrait passer par les rives de l'étang de Thau.

Matias suggère que, au-delà de l'anticapitalisme, nous sommes non-capitalistes, c'est-à-dire que nous essayons de vivre différemment et que la coopérative intégrale nous y aide.

Et on conclut sur la décision de partager des initiatives entre les deux coopératives lorsqu'il y a des opportunités.



## Actualité des luttes sociales : projet TDN, par Covidem

### Orano Malvési : chantiers en projet et chantiers en cours

***Les membres du Covidem ont fait le point sur les dossiers liés à l'usine Orano de Malvési : TDN, NVH, bassins. On a aussi parlé de la filière mox.***

Joël et Juliette, pour le Covidem (Comité de vigilance sur les déchets de Malvési), ont fait un point d'actualité sur les quatre activités, actuelles ou futures, de l'usine.

L'activité de base, qui est la conversion de yellow cake en uranium, suit son cours, sans grande nouveauté.

TDN (Traitement des nitrates) est dans l'attente de travaux qui ne semblent pas devoir démarrer dans l'immédiat.

Par contre, pour NVH (Nouvelle voie humide), les travaux ont démarré et de nombreux fûts de déchets destinés à être transformés, en plusieurs opérations, en combustible pour les centrales s'accumulent sur le site. Cette nouvelle chaîne de production vise à transformer l'uranium appauvri en dioxyde d'uranium (à Malvési), ce dernier rentrant dans la chaîne de fabrication du mox (à Marcoule).

Cette activité de dioxyde d'uranium était localisée, jusqu'en décembre 2018, sur un site de Framatome à Lingen, en Allemagne. Or, ce site a connu, le 6 décembre, une explosion et un incendie qui semblent avoir accéléré la décision de transférer l'activité à Malvési.

Des craintes ont été émises quant aux risques liés à ce nouvel atelier, qui met en œuvre de l'hydrogène. Le manque d'information sur ce qui s'est passé à Lingen n'est pas fait pour rassurer.

L'autre aspect, pas plus rassurant (même si Malvési n'est pas concerné), c'est l'utilisation, dans le processus de fabrication du mox, de plutonium. Le principe est en effet d'utiliser un mélange de dioxyde d'uranium et de plutonium pour réaliser ce nouveau combustible, ce qui permettrait notamment d'éliminer une (petite) partie des importants stocks de plutonium issus de l'activité des centrales.

Pour illustrer la dangerosité du plutonium, on a rappelé que l'équivalent du volume d'une balle de tennis a suffi à élaborer la bombe d'Hiroshima.

Enfin, le quatrième point concernant Malvésy, les bassins, suit son cours : il s'agit de transformer les bassins B1 et B2, ceux qui avaient débordé lors de fortes pluies en 2004, déversant des boues toxiques dans la plaine, en lieu d'entreposage pour le contenu des bassins B5 et B6 : ceux-ci sont des bassins de décantation où l'on déverse les déchets nitrates de la conversion pour faire évaporer les liquides et recueillir les boues au fond.

Ces bassins, d'ailleurs, devraient être recouverts d'une couverture étanche, à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, mais ce n'est toujours pas fait.

On a parlé ensuite des recours portés devant le Tribunal administratif par les associations Rubresus, Colère et TCNA contre l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2017, qui autorise TDN et NVH, et contre l'arrêté du 22 mai 2018 concernant le projet Cers/Perle (aménagement d'alvéoles d'entreposage dans les bassins B1 et B2). Ces recours devaient être examinés le 1<sup>er</sup> octobre, quelques jours après le Festival.

On connaît aujourd'hui le résultat du premier jugement. Le Tribunal administratif a séparé les deux dossiers TDN et NVH, qui font pourtant partie du même arrêté d'autorisation et n'a rendu son verdict que pour TDN et Cers/Perle. Il a rejeté les requêtes en annulation des associations pour ces deux autorisations.

## Des formes d'auto-organisations sociales en Languedoc ? avec Claude et Sylvie Alranq

***Nous avons demandé à Claude et Sylvie Alranq d'explorer la réalité, dans l'histoire, de « formes d'auto-organisation sociale en Languedoc ». Claude Alranq s'y est prêté en mobilisant son vécu et, comme on pouvait s'y attendre, à travers la forme théâtrale qui est la sienne. Sylvie a complété avec une vision plus centrée sur la psychologie.***

Difficile de résumer une prestation de Claude Alranq où l'expression, corporelle et humaine, compte autant que le raisonnement. Pour le comédien, que « 60 ans de militantisme ont amené à réfléchir » sur les luttes sociales, il faut remonter loin dans notre histoire, à 4 ou 5 000 ans. Déjà, chez nos ancêtres de ces temps-là, il y avait forcément une forme de vie communautaire. Plus récemment, Claude cite les communaux et les droits collectifs qui y étaient liés (chasse, pêche, cueillette, ramasser du bois...) ; il parle aussi de l'entraide puis des droits de la femme, particulièrement affirmés dans les Pyrénées (héritage, participation aux assemblées communales). Des droits remis en cause ensuite par la généralisation du patriarcat, de l'État et par une « économie de guerre », autrement dit par la loi du plus fort.

Les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles ont connu, en Occitanie comme en Italie, les premières républiques consulaires, contre-pouvoir face aux seigneurs. Autre exemple d'auto-organisation, les parlements régionaux vers la fin de l'ancien régime.

Claude cite ensuite les luttes de résistance populaire, des Camisards aux Comités d'action viticole.

Puis il s'attache à définir le mot « social » : les luttes sociales, dit-il, ne sont pas seulement des luttes de classe, elles peuvent avoir une dimension religieuse (catharisme, guerres de religion) ou culturelle (civilisation des troubadours contre civilisation des seigneurs du nord).

Au XX<sup>e</sup>, des exemples d'auto-organisation sociale dans nos contrées sont l'éducation populaire et la coopération viticole.

Et aujourd'hui, Claude Alranq met en avant la lutte pour sauver la planète, une bataille sociale aussi, toujours avec une dimension culturelle : « nous sommes tous créateurs de culture » par notre manière de nous habiller, de

manger. Mais de nos jours beaucoup choisissent la culture uniformisatrice de la société de consommation.

« La révolution est générale mais elle commence aussi par soi-même », conclut Claude Alranq.

Une transition pour Sylvie pour qui « le chemin qui mène à la rue passe d'abord par soi » et pour qui, comme pour Claude, la question sociale est toujours articulée à d'autres dimensions.

Elle estime que si on résume tout au social c'est parce qu'on a fait de nous un « homo economicus », un consommateur, en niant tout le reste.

Notre créativité est liée à notre histoire d'humain ; notre environnement, le paysage dans lequel nous vivons, influe sur notre culture, notre cuisine, notre langue, notre vie de famille, notre musique... nos « objets d'appartenance » grâce auxquels on va pouvoir penser notre environnement, se représenter le monde, lutter, accueillir plus justement, etc.

Elle termine par une référence au combat des Gilets jaunes. Pour elle, il y a eu dans cette lutte une erreur d'orientation lorsqu'ils ont choisi d'aller manifester à Paris : nous sommes conditionnés par le centralisme qui nous amène à aller sur le terrain du dominant, et là nous sommes mis en échec. D'où la nécessité de veiller à toujours bien avoir conscience de notre culture, ce qui ne revient pas à se fermer aux autres mais au contraire à être plus solides pour mieux les accueillir.

Au moment du **débat**, il a été question de métissage des cultures et du risque de voir sa culture dissoute dans les autres. Un intervenant estime que chaque personne peut construire « une culture parallèle qui vit dans le monde » en enrichissant sa propre culture d'apports extérieurs : il cite la cuisine et la musique chinoises, la musique jazz.

Sylvie lui répond qu'il y a le noyau de la culture de chacun, sur lequel se greffent des apports extérieurs, « *mais si tu n'entretiens pas ce noyau c'est à dire si tu laisses croire à ton fils que tu n'as pas d'origine, que tu ne viens de nulle part, qu'il n'y a aucun poids, aucune épaisseur et que donc tu as besoin de l'épaisseur des autres (par exemple la Chine ou le jazz) pour exister, tu mens à ton fils... Alors que si tu lui montres qu'effectivement partout sur la planète il y a des musiques différentes, que moi j'ai grandi avec cette musique là mais mes grands parents ils ont grandi avec une autre, et en Chine ils grandissent avec celle là... Là tu ouvres une palette extraordinaire à ton enfant parce que tu lui montres qui il est, c'est à dire tu lui permets de travailler son identité et en même temps l'altérité parce que ça marche*

*toujours ensemble identité et altérité... Plus ton identité est profonde, plus l'altérité est concevable et admissible, plus elle est intéressante parce que tu ne dépends plus d'elle, elle ne te mange pas, elle n'est pas un danger. »*

Claude Alranq poursuit en soulignant le risque qu'il y a à développer des cultures non ancrées dans leur environnement. La culture de la société de consommation, justement, nie l'environnement et tend à le détruire. Et Claude Alranq (maladroitement parce que l'allusion est personnalisée) place l'intervenant face à ses contradictions supposées qui consisteraient, sous le prétexte de revendiquer une citoyenneté mondiale, à vouloir consommer des jeans américains, de la cuisine chinoise et à utiliser l'avion qui a une empreinte carbone destructrice, tout en voulant avoir de l'emploi en France.

Un autre intervenant pense que le réchauffement climatique va nous obliger à nous réconcilier avec la nature.

## Mouvement paysan sur le droit à la terre, l'occupation comme moyen de réappropriation

### **Claude et Sylvie Alranq : auto-organisation sociale et identité culturelle**

*Nous avons demandé à Claude et Sylvie Alranq d'explorer la réalité, dans l'histoire, de « formes d'auto-organisation sociale en Languedoc ». Claude Alranq s'y est prêté en mobilisant son vécu et, comme on pouvait s'y attendre, à travers la forme théâtrale qui est la sienne. Sylvie a complété avec une vision plus centrée sur la psychologie.*

Difficile de résumer une prestation de Claude Alranq où l'expression, corporelle et humaine, compte autant que le raisonnement. Pour le comédien, que « 60 ans de militantisme ont amené à réfléchir » sur les luttes sociales, il faut remonter loin dans notre histoire, à 4 ou 5 000 ans. Déjà, chez nos ancêtres de ces temps-là, il y avait forcément une forme de vie communautaire. Plus récemment, Claude cite les communaux et les droits collectifs qui y étaient liés (chasse, pêche, cueillette, ramasser du bois...) ; il parle aussi de l'entraide puis des droits de la femme, particulièrement affirmés dans les Pyrénées (héritage, participation aux assemblées communales). Des droits remis en cause ensuite par la généralisation du patriarcat, de l'État et par une « économie de guerre », autrement dit par la loi du plus fort.

Les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles ont connu, en Occitanie comme en Italie, les premières républiques consulaires, contre-pouvoir face aux seigneurs. Autre exemple d'auto-organisation, les parlements régionaux vers la fin de l'ancien régime.

Claude cite ensuite les luttes de résistance populaire, des Camisards aux Comités d'action viticole.

Puis il s'attache à définir le mot « social » : les luttes sociales, dit-il, ne sont pas seulement des luttes de classe, elles peuvent avoir une dimension religieuse (catharisme, guerres de religion) ou culturelle (civilisation des troubadours contre civilisation des seigneurs du nord).

Au XXe, des exemples d'auto-organisation sociale dans nos contrées sont l'éducation populaire et la coopération viticole.

Et aujourd'hui, Claude Alranq met en avant la lutte pour sauver la planète, une bataille sociale aussi, toujours avec une dimension culturelle : « nous sommes tous créateurs de culture » par notre manière de nous habiller, de manger. Mais de nos jours beaucoup choisissent la culture uniformisatrice de la société de consommation.

« La révolution est générale mais elle commence aussi par soi-même », conclut Claude Alranq.

Une transition pour Sylvie pour qui « le chemin qui mène à la rue passe d'abord par soi » et pour qui, comme pour Claude, la question sociale est toujours articulée à d'autres dimensions.

Elle estime que si on résume tout au social c'est parce qu'on a fait de nous un « homo economicus », un consommateur, en niant tout le reste.

Notre créativité est liée à notre histoire d'humain ; notre environnement, le paysage dans lequel nous vivons, influe sur notre culture, notre cuisine, notre langue, notre vie de famille, notre musique... nos « objets d'appartenance » grâce auxquels on va pouvoir penser notre environnement, se représenter le monde, lutter, accueillir plus justement, etc.

Elle termine par une référence au combat des Gilets jaunes. Pour elle, il y a eu dans cette lutte une erreur d'orientation lorsqu'ils ont choisi d'aller manifester à Paris : nous sommes conditionnés par le centralisme qui nous amène à aller sur le terrain du dominant, et là nous sommes mis en échec. D'où la nécessité de veiller à toujours bien avoir conscience de notre culture, ce qui ne revient pas à se fermer aux autres mais au contraire à être plus solides pour mieux les accueillir.

Au moment du **débat**, il a été question de métissage des cultures et du risque de voir sa culture dissoute dans les autres. Un intervenant estime que chaque personne peut construire « une culture parallèle qui vit dans le monde » en enrichissant sa propre culture d'apports extérieurs : il cite la cuisine et la musique chinoises, la musique jazz.

Sylvie lui répond qu'il y a le noyau de la culture de chacun, sur lequel se greffent des apports extérieurs, « *mais si tu n'entretiens pas ce noyau c'est à dire si tu laisses croire à ton fils que tu n'as pas d'origine, que tu ne viens de nulle part, qu'il n'y a aucun poids, aucune épaisseur et que donc tu as besoin de l'épaisseur des autres (par exemple la Chine ou le jazz) pour exister, tu mens à ton fils... Alors que si tu lui montres qu'effectivement partout sur la*

*planète il y a des musiques différentes, que moi j'ai grandi avec cette musique là mais mes grands parents ils ont grandi avec une autre, et en Chine ils grandissent avec celle là... Là tu ouvres une palette extraordinaire à ton enfant parce que tu lui montres qui il est, c'est à dire tu lui permets de travailler son identité et en même temps l'altérité parce que ça marche toujours ensemble identité et altérité... Plus ton identité est profonde, plus l'altérité est concevable et admissible, plus elle est intéressante parce que tu ne dépends plus d'elle, elle ne te mange pas, elle n'est pas un danger. »*

Claude Alranq poursuit en soulignant le risque qu'il y a à développer des cultures non ancrées dans leur environnement. La culture de la société de consommation, justement, nie l'environnement et tend à le détruire. Et Claude Alranq (maladroitement parce que l'allusion est personnalisée) place l'intervenant face à ses contradictions supposées qui consisteraient, sous le prétexte de revendiquer une citoyenneté mondiale, à vouloir consommer des jeans américains, de la cuisine chinoise et à utiliser l'avion qui a une empreinte carbone destructrice, tout en voulant avoir de l'emploi en France.

Un autre intervenant pense que le réchauffement climatique va nous obliger à nous réconcilier avec la nature.